

Assistance d'urgence au Burkina Faso

Du cash pour aider des déplacés internes à se loger

Tienga n'a pratiquement rien dans sa maison, mais dit qu'elle se sent tout de même riche. Sa richesse, une maison qu'elle a construite avec l'argent qu'elle a reçu du HCR.

Il y a quelques mois, cette sexagénaire et sa famille ont abandonné leur maison et leurs biens, lorsque des hommes armés ont attaqué Tikoundi, leur village natal, les forçant à fuir vers la ville de Barsalogo dans le Centre-Nord du Burkina Faso.

Après 20 kilomètres de marche, Tienga et sa famille sont arrivés dans la localité de Barsalogo où ils ont passé leur première nuit dans un enclos à bétail, avant de rejoindre d'autres déplacés internes qui se sont installés au Lycée de cette ville.

Au lycée, la situation était intenable pour Tienga et sa famille car la nuit tombée, chaque salle de classe héberge entre 60 et 80 personnes dans une promiscuité indescriptible: hommes, femmes et enfants confondus.

Que ça soit à Barsalogo ou dans d'autres localités d'accueil, les déplacés internes vivent dans des familles d'accueil, des écoles, églises, mosquées ou à la belle étoile.

Cependant, grâce à l'aide du HCR et de ses partenaires, beaucoup des déplacés, dont Tienga et sa famille, ont pu se loger dans des conditions acceptables. En effet, dans le cadre d'un programme de logement financé par le gouvernement italien, le fonds CERF et le Fonds de Consolidation de la Paix, le HCR fournit du cash aux ménages déplacés pour construire leurs maisons et se procurer quelques articles ménagers



Tienga, une déplacée, a pu construire sa maison à Barsalogo dans le Centre-Nord du Burkina à l'aide du cash qu'elle a reçu du HCR. Il y a quelques mois, elle vivait dans une salle de classe du lycée de Barsalogo. Ph UNHCR/K. Malle.

essentiels. Ainsi, 3900 ménages déplacés de Barsalogo, de Kelbo et de Djibo dans le Centre-Nord et le Sahel, ont bénéficié de ce soutien courant juillet 2019.

Tienga qui fait partie des tous premiers bénéficiaires a déclaré, toute heureuse, aux équipes du HCR en visite chez elle: «Je me sens riche maintenant».

Comme elle, la vie de nombreuses autres familles déplacées s'est nettement améliorée après qu'elles aient bénéficié du programme cash pour le logement du HCR.

Alors que le nombre des déplacés internes a dépassé 270.000, des dizaines de milliers d'autres familles manquent encore un toit au dessus de leurs têtes; une situation rendue encore extrêmement difficile en cette

A l'école de la protection internationale

En vue de permettre aux forces de défense et de sécurité de se familiariser avec les principes de la protection internationale, le HCR et ses partenaires CONAREF et DRC ont organisé du 16 au 18 juillet des sessions de formation sur la protection internationale à leur intention de 73 éléments (militaires, gendarmes et policiers) à Dori et Djibo dans la région du Sahel.

Au terme de ces sessions, les participants ont été outillés sur le mandat du HCR, les principes humanitaires, les droits et devoirs des réfugiés. Un accent a été mis sur la contribution qui peut être la leur dans la lutte contre les violences Basées sur le Genre et à la protection de l'enfance. Ils ont, par ailleurs, été sensibilisés sur le code de conduite du HCR qu'ils ont tous signé à l'issue de cette formation.

«A présent, je comprends mieux les principes humanitaires, les droits et devoirs des réfugiés et je suis prêt à contribuer à la protection des femmes contre les violences basées sur le genre », a déclaré l'un des participants.

Prévention de l'apatridie

10 000 certificats de nationalité pour des populations à risque d'apatridie au Sahel

Depuis le 16 juillet 2019 une opération d'établissement et de délivrance de certificats de nationalité a été lancée par les autorités judiciaires du Tribunal de Dori avec l'appui du HCR au profit des populations des communes de Seytenga, Sempelga, Falangoutou et Dori dans la province du Séno, région du Sahel au Burkina Faso. Au total, 10 000 personnes bénéficieront de ce précieux document, preuve de leur nationalité, ou mieux, de leur appartenance au pays des hommes intègres.

Cette action qui s'inscrit dans la dynamique de l'engagement du HCR à accompagner le gouvernement du Burkina Faso à prévenir le phénomène de l'apatridie, permet à ses bénéficiaires de jouir pleinement de leurs droits fondamentaux.

«Je remercie le HCR et les autorités pour m'avoir permis d'avoir ce papier. Maintenant je suis conscient de l'importance d'un tel document, et j'en ai profité pour établir ceux de mes enfants», s'est réjoui un des bénéficiaires.

Comme lui, la plupart des bénéficiaires pensent que la sensibilisation qui accompagne l'action permettra aux populations de rechercher systématiquement ces documents d'identité importants pour la preuve de



Un bénéficiaire recevant son certificat de nationalité. Ph UNHCR

leur nationalité, même si elles évoquent les difficultés d'accès aux Tribunaux de Grandes Instances qui sont souvent à mille lieux d'elles.

Financée par le HCR, une étude préliminaire a révélé que les populations des régions frontalières de l'Est, du Sud-Ouest, du Sahel, de la Boucle du Mouhoun et du Nord sont les plus à risque d'apatridie. Plusieurs facteurs expliquent cette situation: manque de culture de recours aux services d'état civil par les populations, défaut de déclaration et d'enregistrement des naissances, mouvements migratoires, difficultés de gestion des frontières, défaillances administratives, abandons d'enfants, etc.

«Les activités les plus significatives à mettre en œuvre pour réduire les risques d'apatridie s'articulent autour des sensibilisations des populations et des autorités et de l'organisation

d'opérations de délivrance des documents d'identité aux populations qui en ont droit et qui ont de difficultés pour l'obtenir.», explique Bassirou Nignan, Associé à la Protection, en charge des questions d'apatridie au HCR.

Le saviez-vous?

Le terme apatride désigne une personne qu'aucun Etat ne considère comme son ressortissant par application de sa législation. En Afrique de l'Ouest, on estime à 1 million le nombre d'apatrides; mais la région comporte également de nombreuses personnes à risque d'apatridie, autrement dit, qui ont des difficultés à prouver le lien juridique qu'elles ont avec un Etat quelconque. Selon une étude préliminaire sur l'apatridie réalisée dans 5 régions du Burkina Faso en novembre 2018, environ 10,30% de la population burkinabè est à risque d'apatridie.